I. ANALYSE DE LA SITUATION

1.1. Présentation du pays

1. Djibouti se situe dans le Nord-Est de l'Afrique dans le golfe d'Aden et à l'entrée sud de la mer Rouge. Le pays possède un littoral de 314 km et partage une frontière avec l'Erythrée, l'Ethiopie et la Somalie. Il est en grande partie un semi-désert caillouteux avec des plateaux et des montagnes dispersées. Djibouti a une superficie d'environ 23000 km2, et une population de 818,200 personnes (DSRP 2009), une croissance annuelle de 2,8% et avec 6,1% de la population générale comme réfugiés. Plus de 80% de la population vit dans les zones urbaines, avec 58,1% dans la capitale. Un des pays les moins avancés, à faible revenu et à déficit alimentaire, Djibouti possède un système de santé, une éducation et d'autres indicateurs sociaux parmi les plus bas dans le monde et a été classé 147e sur 169 pays dans l'Indice 2010 des Nations Unies sur le développement humain.

2. L'économie de Djibouti est caractérisée par un dualisme extrême: le secteur commercial urbain, moderne et orienté vers les exportations, et le secteur rural, caractérisé par l'économie de subsistance basée sur le pastoralisme, avec un accès très limité aux infrastructures, aux services et aux marchés. Le secteur des services contribue à plus de 75% du PIB de Djibouti. L'agriculture contribue à un maigre 3%, tandis que les secteurs industriel et de fabrication comptent pour 22% du PIB. Bien que la croissance économique ait été forte au cours des 10 dernières années, elle a eu très peu d'impact sur la population rurale, qui elle même est confrontée à des conditions de vie plus sévères avec les sécheresses répétées. En fait, l'économie de Djibouti a montré au cours des deux dernières décennies des performances très mixtes, marquée par la succession de crises politiques et les chocs économiques (sécheresse en particulier) qui en ont résulté en une dégradation continue de la compétitivité du pays. Le revenu par habitant a chuté de plus de 25% par rapport à son niveau de 1984, tandis que le déficit du budget de l'État a atteint 10,1% du PIB en 1995. Le chômage touche environ 60% de la population active et l'indice composite de la pauvreté humaine à Djibouti est estimé à 42,5%, proche de celui de l'extrême pauvreté (45%). Une analyse récente de la situation de la pauvreté montre qu'elle est devenue un problème structurel. Compte tenu de son ampleur et de sa profondeur, la pauvreté n'est pas seulement un problème social mais elle est devenue un enjeu de développement réel pour le pays. La situation est particulièrement alarmante quand il s'agit des communautés rurales qui portent le poids des deux chocs climatique et économique. Alors que la population rurale ne représente que 15% de la population totale (DSRP, 2004), la grande majorité des ménages ruraux, 96,5% vivent en dessous du seuil de pauvreté, tandis que plus de 80% d'entre eux vivent dans un état d'indigence, et ne sont même pas en mesure de répondre à leurs besoins de base.

3. Djibouti est caractérisée par un type de climat très aride et semi-désertique, ce qui le rend extrêmement sensible au changement climatique induit par la sécheresse et les risques de pénurie d'eau. Le pays dispose d'un régime de précipitations fluctuante, faible et brutal avec des précipitations annuelles moyennes de 150 mm, les températures moyennes comprise entre 17 ° C et 42 ° C et très haute vitesse de l'évapotranspiration d'un montant de 2000 mm par an. L'aridité du climat est encore renforcée par un régime de vent de l'Ouest particulièrement chaud et sec («Khamsin») résultant du réchauffement et de séchage de la Mousson Africaine de l'Est (effet de Foehn) lorsqu'elle souffle sur la Somalie et les chaînes de montagnes de l'Ethiopie. A cela s'ajoutent les effets du phénomène de La Niña, qui, dans les années sévères de La Niña apporte la sécheresse dans le pays et suscite des préoccupations de sécurité alimentaire dans les zones qui sont déjà stress hydrique et fortement tributaire de l'agriculture pluviale et de l'élevage. Dans des conditions historiques, le contexte climatique de Djibouti est clairement celui de l'incertitude hydrologique élevée, fréquente sécheresse et au stress hydrique chronique, des caractéristiques qui sont susceptibles d'être aggravées par le changement climatique avec de vastes répercussions sur l'économie nationale, la sécurité alimentaire et le développement humain en général.

4. Depuis 2007, toute la région de la Corne de l'Afrique et Djibouti en particulier ont été confrontés à un épisode de sécheresse prolongée qui a fortement affecté la production agricole et les

moyens de subsistance en milieu rural, en particulier l'élevage, l'épine dorsale de mode de vie pastoral. Au cours des dernières années, les pluies, bien que traditionnellement très limitées, ont été de 5 à 50% inférieur à la moyenne à Djibouti. L'évaluation rapide de l'impact de la sécheresse par le GDD de 2010 a montré que la sécheresse de la quatrième année consécutive de la saison des pluies n'a pas, en termes de quantité et de régularité - eu un impact dévastateur sur la sécurité de l'eau et de moyens de subsistance des 240.000 personnes vivant dans les zones rurales , en particulier les petits agriculteurs et éleveurs, avec 120.000 (15% de la population du pays) considérés comme étant maintenant directement affectés par l'insécurité alimentaire.

5. Les récentes vagues de sécheresse ont détruit les récoltes des petits agriculteurs pendant deux années consécutives et ont conduit à une nouvelle détérioration des ressources en eau et pâturages. Beaucoup de surface traditionnelle et les sources d'eau du sous-sol se sont taris, tandis que le niveau de la nappe des aquifères dans de nombreux forages profonds a considérablement diminué. Dans la région sud-ouest (région agricole de Gobaab et la plaine de Hanlé) rassemblant plus d'un tiers de toutes les parcelles agricoles, le nombre de cultures pluviales et les parcelles irriguées cultivées ont diminué de 500 à 120 en quatre ans. Dans de nombreux endroits, ce qui a également abouti à la détérioration de la qualité de l'eau par la salinisation accrue, ce qui pose des problèmes à la fois de santé humaine (la qualité physico-chimique de l'eau n'est clairement pas à la hauteur recommandée par l'OMS des normes dans de nombreux endroits) et la productivité des cultures (la salinisation des sols).

6. De même, en raison du manque de pâturages, de fourrage et d'eau, les ménages de pasteurs ont subi une perte de 70 à 100% de leur bétail et sont laissés maintenant avec très peu d'options pour survivre. L'élevage génère actuellement 20-40% des revenus des ménages de pasteurs. Dans des conditions normales, ces activités représentent 60-80% des revenus des ménages. Tous les segments de la société pastorale sont touchés par la sécheresse en cours, ce qui conduit littéralement à l'effacement des frontières sociales entre les éleveurs riches et les pauvres. Certains pasteurs, n'hésitent pas à décrire cette sécheresse prolongée comme «Isa Sima", qui signifie en langue somalie «celui qui égalise le niveau de richesse».

7. En plus de cette perte, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 50% entre 2006 et 2009. La baisse des revenus combinée à la crise des prix alimentaires a contraint les ménages vulnérables à allouer une part plus importante de leurs revenus pour acheter des aliments au détriment d'autres besoins fondamentaux, y compris la santé, le logement et l'éducation. Malgré cet effort supplémentaire, la sécurité alimentaire de la plupart des familles rurales est loin d'être garantie. Une enquête sur la nutrition à la mi 2009 a montré des taux de malnutrition aiguë alarmants qui, dans certaines régions (en particulier au nord-ouest) atteint 25%, avec des enfants de moins de cinq étant principalement mis en danger. En réponse à ces difficultés, les ménages sont à la recherche de sources alternatives de revenus, mais celles-ci sont souvent insuffisantes, et comprennent la dépendance croissante sur les envois de fonds déjà en déclin, l'aide alimentaire incertaine et l'accumulation de la dette.

8. Le gouvernement, les agences onusiennes et les partenaires bilatéraux distribuent des vivres à des milliers de personnes dans les zones rurales qui souffrent de la perte de bétail, répondant ainsi aux besoins de base immédiats de ces personnes. En 2010 les Nations Unies et le gouvernement ont lancé un appel humanitaire contre la sécheresse afin de mobiliser des ressources financières et des aliments pour les communautés rurales, et de l'examen à mi-parcours de cet appel est effectivement en cours.

9. La vulnérabilité des communautés rurales de Djibouti à la sécheresse s'explique par le mode de vie de ces gens qui est le pastoralisme. Le mode de vie pastoral consiste à un élevage extensif pour les animaux avec l'absence totale de gestion des zones de pâturages et le partage des points d'eau rares, comme les puits pour les communautés et de leurs animaux. Une fois que les ressources fourragères rares sont consommées, les pasteurs se tournent vers d'autres domaines dans le pays avec un meilleur pâturage. Donc, ils se déplacent d'un endroit à l'autre toute l'année et ils peuvent couvrir plus de 100 km.

10. Les ménages dirigés par des femmes avec des orphelins dans les zones rurales ont été profondément touchés par la sécheresse et un certain nombre d'entre eux ont émigré dans les

villages proches ou dans les plus grandes villes comme Djibouti Ville. On estime qu'un nombre important de personnes vivant dans les zones de banlieue de Djibouti-Ville sont les personnes déplacées par la sécheresse et un nombre considérable d'entre eux sont des orphelins. En raison des mauvaises conditions économiques à Djibouti Ville avec des possibilités d'emploi limitées, nombre de ménages dirigés par des femmes n'ont pas d'autres choix que de placer leurs enfants dans un orphelinat.

11. Une évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) menée conjointement par le gouvernement, la Banque mondiale, l'ONU et l'UE a estimé que le montant total des dégâts et des pertes dues à la sécheresse dans les zones rurales à environ 28 milliards de francs Djibouti, soit l'équivalent de 158 millions d'USD. Le PDNA a estimé les besoins en relèvement à près de 56 milliard de Franc Djibouti sur les 5 prochaines années dans les domaines de l'eau, la sécurité alimentaire, l'agriculture, l'élevage, la santé et la gestion des risques de catastrophes.

L'appel Humanitaire Consolidé de 2012 contre la sécheresse

12. En Décembre 2011, en raison de l'échec de la saison des pluies et donc de la 6e année consécutive de sécheresse, le système des Nations Unies à Djibouti et le Gouvernement de Djibouti ont lancé l'Appel Humanitaire Consolidé d'assistance contre la sécheresse. Un total de 206.000 de personnes vulnérables ont été identifiés à Djibouti comme étant touchées par la sécheresse et son impact, et ont été ciblées pour des programmes d'assistance d'urgence humanitaire dans le CAP 2012. Ce chiffre comprend 120.000 personnes en milieu rural, les populations urbaines pauvres, 60.000 et 26.000 réfugiés, et très forte augmentation de 85% par rapport aux 120.000 personnes ciblées dans l'appel d'assistance contre la sécheresse de 2010-2011.

13. Les besoins prioritaires identifiés sont l'hygiène, la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé et le recouvrement[1] précoce.

14. En ce qui concerne la sécurité alimentaire, près de 130.000 bénéficiaires à l'échelle du pays recevaient une aide alimentaire à la fin de 2011. Pour la nutrition, 70% des enfants souffrant de malnutrition ont bénéficié de la réception de provisions d'urgence, 109.000 bénéficiaient de l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement.

15. Le gouvernement et les agences de l'ONU ont identifié le recouvrement précoce en tant que mécanisme de réponse très important à la sécheresse et deux projets de recouvrement précoce ont été inclus dans l'édition 2012 du CAP par le PNUD pour un montant d'environ 10 millions USD. Ce montant doit être mobilisé. L'un des projets vise à promouvoir des réalisations directes par les communautés des activités de recouvrement précoce tandis que l'autre se concentre plus sur le renforcement des capacités institutionnelles pour une meilleure réponse aux catastrophes et une meilleure planification des actions de recouvrement. Le deuxième projet est déjà financé par le PNUD et d'autres partenaires, il est en cours d'exécution et cible le renforcement des capacités des institutions nationales en charge de la réponse et de la réduction des risques de catastrophes. Le système des Nations Unies a activé en 2012 le recouvrement précoce pour les communautés.

16. Ce projet mettra l'accent sur les activités de reprise précoce axée sur les communautés et sera mis en œuvre en synergie avec les projets du gouvernement, ceux du PNUD et ceux des autres agences sur le terrain.

Régions du projet

17. Le projet ciblera les deux régions parmi les régions les plus touchées à Djibouti, le Sud-Est et la partie Nord-Ouest du Pays situées dans les régions d'Ali-Sabieh et de Tadjourah. Toutes les communautés de Djibouti ont été touchées par la sécheresse. La région d'Ali-Sabieh et la partie occidentale de la région de Tadjourah ont été profondément touchées par la sécheresse. Par conséquent, le projet mettra l'accent sur ces deux régions.

---

[1] Le document de projet utilisera indifféremment les termes recouvrement et relèvement pour la même signification

18. En plus de ces deux régions, le projet ciblera également les orphelins des ménages touchés par la sécheresse. Les ménages dirigés par des femmes avec des enfants dans les zones rurales ont souffert de la sécheresse plus que les autres. A cause de la sécheresse, certains de ces ménages vulnérables ont migré vers la ville de Djibouti et placé une partie de leurs enfants dans un orphelinat. Le projet aidera à la reprise de l'éducation pour ces orphelins.

II. STRATEGIE

L'intervention portera sur les moyens de subsistance à court terme et les besoins de relance économique (LER) des jeunes et des femmes tout en établissant dans le processus un renforcement des capacités de l'UNFD.

Dans cet objectif, le projet va renforcer les capacités de l'UNFD et favorisera l'autonomisation des communautés et en particulier les femmes

La perspective stratégique du PNUD est de s'attaquer aux causes immédiates et profondes de l'insécurité alimentaire. Dans cette optique, une approche à trois voies a été adoptée pour atteindre les objectifs de l'intégration des besoins à court, à moyen et à long terme des communautés vulnérables à Djibouti. Cette approche comprend les éléments suivants:

Volet A - A court terme: la restauration rapide des actifs et des revenus pour les hommes et les femmes touchés, la protection immédiate de leurs moyens de subsistance et la réduction des risques. Le volet A sera le principal objectif de ce projet à Djibouti. Ce projet sera exécuté en 2012 comme un besoin urgent.

Volet B - Moyen terme: Le renforcement des institutions locales, le renforcement des capacités des institutions centrales et les communautés ainsi que la promotion des activités génératrices de revenus. Une partie du projet sera consacré à ce volet B notamment en ce qui concerne la promotion des activités de vannerie.

Volet C - à long terme: la mise en œuvre des stratégies de réduction des risques et l'adaptation aux aléas climatiques et aux chocs exogènes. Le projet n'inclut pas des interventions de réduction des risques ou d'adaptation à la sécheresse mais certaines des interventions contribueront à la réduction des vulnérabilités des populations ciblées.

Le projet visera à établir des partenariats aux niveaux local, national et régional pour assurer une réponse cohérente et coordonnée ainsi que d'encourager la participation et l'appropriation des populations.

Les principaux résultats du projet seront les suivants:

Résultat 1: infrastructures de collecte d'eau développées et réhabilitées grâce au programme argent contre travail;

Les principaux défis auxquels la population rurale est confrontée sont la disponibilité et l'accessibilité de l'eau. Le projet vise à sécuriser l'accès à l'eau à travers le renforcement des infrastructures à petite échelle de collecte d'eau comme des puits. Des infrastructures d'eau à petite échelle seront construites par les communautés rurales elles-mêmes et le projet permettra de fournir de l'argent pour ce travail. Des retenues ou des petits barrages seront également construits par les communautés elles même sous la supervision d'experts techniques. Le projet fournira une assistance technique pour la supervision, l'ingénierie et l'assurance de la qualité.

Résultat 2: Améliorer la sécurité alimentaire, la restauration des moyens de subsistance et diversification des moyens de subsistance;

Un nombre considérable de ménages ruraux ont perdu leur cheptel. Ces ménages ne disposent d'aucun revenu. La sécheresse a sévèrement augmenté le taux de pauvres parmi la population

rurale de Djibouti. Les ménages touchés dépendent complètement de la distribution de nourriture par le gouvernement, des ONG ou des agences internationales.

Certains des ménages dépendent de la distribution alimentaire depuis 2008. Un système durable et autonome est nettement meilleur pour ces populations. La reconstitution du cheptel pour les familles qui ont perdu leur bétail serait une mesure de recouvrement réel pour les ménages ruraux. Le projet vise à reconstituer l'élevage pour 100 familles et fournira à chacun d'eux 5 chèvres laitières. Les chèvres sont plus résistantes que les moutons contre la sécheresse. Les ménages seront formés à l'utilisation du bétail pour la création de revenus par le biais des petites entreprises mis en place, par exemple, le marchés des produits laitiers, la vente de bétail et la boucherie, etc.

Des efforts seront faits pour la population ciblée à s'organiser en groupes et créer des coopératives et bénéficier de services de développement d'entreprises, des initiatives de micro finance, l'épargne et le renforcement des capacités, entre autres.
Afin de diversifier les moyens de subsistance et d'améliorer le régime alimentaire des familles rurales, le projet permettra de développer des jardins potagers pour 20 familles rurales. Le projet permettra également de promouvoir les moyens de subsistance alternatifs, comme la vannerie pour 200 femmes rurales en leur fournissant les matières premières et la formation. Leurs produits seront vendus sur le marché central de Djibouti, leur permettant ainsi de gagner de l'argent et en même temps d'entreprendre une activité qui a un potentiel de durabilité.

Le projet ciblera les orphelins des ménages déplacés par la sécheresse à Djibouti Ville. Le projet appuiera les orphelins pour leur éducation par l'achat de fournitures scolaires, des vêtements et un soutien direct pour les frais de scolarité.

Résultat 3: capacité renforcée de l'UNFD de répondre à la crise en cours et aux crises futures;

Afin de veiller à ce que l'UNFD soit prêt à la réponse aux catastrophes futures, le projet renforcera davantage les capacités de l'UNFD de gérer les risques de catastrophes et en particulier dans la prévention et le recouvrement précoce. Le projet formera le personnel de l'UNFD dans l'évaluation des dégâts et des pertes, l'identification des activités de recouvrement précoce, la mise en œuvre de projets et le suivi-évaluation.

III. BENEFICIAIRES DE L'IMPACT

Les communautés rurales sont les plus vulnérables à la sécheresse à Djibouti. Le projet renforcera la résilience des communautés rurales à la sécheresse en développant les infrastructures de l'eau par le biais du programme argent contre travail. Les communautés rurales construiront les infrastructures d'eau et recevront de l'argent pour cela. En même temps, les infrastructures d'eau construites vont stocker l'eau pendant les périodes de sécheresse, ce qui permettra d'accroître considérablement la résilience des communautés rurales. Le projet permettra également de fournir une récupération rapide pour les populations rurales pauvres grâce à la reconstitution du cheptel. En plus de l'accroissement des actifs, le bétail sera utilisé pour la production de revenus axée sur le marché des petites et micro entreprises comme les produits laitiers, boucherie, etc., à travers le développement des chaînes de valeur pour les produits du bétail.

Les bénéficiaires les plus importants seront les communautés touchées dans les régions ciblées. Le projet ciblera les communautés qui ont subi les pertes les plus importantes de perte de cheptel et de moyens de subsistance en se concentrant particulièrement sur les femmes. Les femmes bénéficieront du projet de différentes manières. A travers le programme argent contre travail, les jeunes femmes seront directement employées pour la construction des infrastructures d'eau comme les réservoirs d'eau et les puits. Les femmes seront les bénéficiaires directs de la promotion des jardins potagers et la vannerie. Les hommes seront sélectionnés pour la construction des puits et des réservoirs d'eau.

Le projet aura également un impact positif au niveau institutionnel. Le personnel de l'UNFD sera formé à la réponse à la sécheresse et au recouvrement précoce en particulier. Le personnel de

l'UNFD sera également formé à la gestion des projets de recouvrement précoce ainsi que la mobilisation des ressources afin de garantir l'intensification du projet.

Le projet permettra également de cibler les orphelins déplacés par la sécheresse des zones rurales à Djibouti Ville. Les orphelins bénéficieront de l'aide à l'éducation, y compris les fournitures, les vêtements ainsi que le soutien direct aux frais de scolarité.

IV. CADRE DES RESULTATS ET DES RESSOURCES

Résultats attendus comme indiqué dans le cadre des résultats et de ressources:
Les communautés ciblées ont bénéficié de recouvrement précoce et minimisé les risques futurs

Indicateurs de résultats:

- Les communautés dans les deux régions ciblées du projet recouvrent rapidement de l'impact de la sécheresse en cours;
- Les communautés ciblées sont plus résistantes pour les futures sécheresses;

Domaine de résultat prioritaire applicable:

Stratégie de partenariat: Le projet permettra de faciliter le recouvrement précoce des certaines communautés de deux régions de Djibouti fortement touchées par la sécheresse. Le projet facilitera le partenariat entre l'UNFD et les acteurs suivants: communautés des femmes des régions ciblées, les partenaires institutionnels comme le Ministère de la Femme et le Ministère de l'Agriculture.

Titre du Projet et (ID ATLAS):

RESULTATS ATTENDUS	OBJECTIFS DE RESULTATS POUR (ANNEES)	LES ACTIVITES INDICATIVES	PARTIES RESPONSABLES	CONTRIBUTIONS
Résultat 1: Infrastructures de récupération de l'eau développées et réhabilitées grâce au programme argent contre travail; *Indicateurs:* *- Nombre d'emplois d'urgence crées* *- Nombre d'infrastructures d'eau construites ou réhabilitées* *- Nombre de formations dispensées aux femmes et aux hommes ruraux* *- nombre de retenues ou micro-barrages crées par les communautés* *Données de référence: (à compléter lors de la mission d'évaluation)*	Année 1 (2012) - 200 femmes et hommes bénéficient du programme argent contre travail - Au moins 10 puits de surface sont réhabilités et 10 nouveaux puits sont construits - Au moins deux réservoirs d'eau sont construits (retenues d'eau communautaire) - Au moins 5 formations sont organisées pour 200 personnes dans les régions ciblées dans la construction des infrastructures d'eau pour la communauté.	**Résultat d'activité 1.1: Évaluation entreprise par rapport aux éléments essentiels pour la réhabilitation des infrastructures** 1.1.1 Entreprendre une mission d'évaluation pour identifier les besoins (l'étendue des dégâts, les stratégies d'adaptation, l'analyse des besoins du genre), de nouveaux ménages et de la dynamique communautaire, la disponibilité de la nourriture / les produits / les services, le marché du travail, les salaires, la sécurité et les mécanismes de livraison);	Union Nationale des Femmes Djiboutiennes	Les évaluations Coût des consultants pour les formations Equipement/Machines Matériaux pour les puits de surface (ciment, acier) Les subventions en espèces/les salaires:

- Peu d'accès aux ressources en eau *- Les communautés sans emploi touchées par la sécheresse*		1.1.2 Sur la base des résultats de l'évaluation, développer et mettre en œuvre la stratégie pour la sélection des bénéficiaires et avec la participation des communautés - avec un objectif de 50% de femmes **Résultat d'Activité 1.2: Formation et équipement en place;** 1.2.1. Entreprendre des réunions de sensibilisation, des ateliers de formation; 1.2.2 Entreprendre des formations de compétences à court terme sur la construction des infrastructures, la réhabilitation et l'entretien; 1.2.3 Achat de matériels pour les communautés (pelle, pioche, brouette, ... etc); **Résultat d'Activité 1.3: Infrastructures socio-économiques essentielles de la communauté réhabilitées et des nouvelles infrastructures développées** 1.3.1 Construction de 10 puits de surface dans les régions ciblées grâce au programme argent contre travail; 1.3.2 Excavation de 2 réservoirs d'eau dans les deux régions ciblées grâce au programme		

		argent contre travail; 1.3.3 Formation et mise en place de la gestion de l'eau et des comités d'entretien de l'infrastructure pour promouvoir la participation communautaire, et la réhabilitation de l'environnement dans et autour de l'infrastructure (cible: 50% de femmes);		
Résultat 2: **Améliorer la sécurité alimentaire, la restauration des moyens de subsistance et les moyens de subsistance diversifiés dans les régions ciblées** *Indicateurs* *- Nombre de jardins potagers développés* *- Nombre de ménages bénéficiant de la reconstitution du cheptel* *- Nombre de femmes bénéficiant de la promotion de la vannerie* *- Nombre de formations dispensées* *Données de référence:* *- nombre de jardins existant dans la zone de projet: (à compléter lors de la mission d'évaluation)* *- nombre de ménages ayant bénéficié de la reconstitution de cheptel dans la zone dans des programmes similaires (à compléter lors de la mission d'évaluation)*	Année 1 (2012) - Au moins 20 jardins potagers sont développés - Au moins 100 ménages ruraux bénéficient de la reconstitution du cheptel - Au moins 200 femmes sont formées à la vannerie et développent leurs activités économiques	**Résultat d'Activité 2.1. Production agricole a l'échelle des ménages et reconstitution du cheptel** **2.1.1** Former 20 femmes pour gérer les jardins potagers dans les régions ciblées avec pour objectif la production de fruits et légumes à l'échelle des ménages et le fourrage pour améliorer pour le bétail; 2.1.2. Fournir des semences résistantes à la sécheresse pour les agriculteurs dans les 20 régions ciblées; **2.1.3** Former les agriculteurs aux techniques de l'agriculture, du compostage, de la récolte, de l'irrigation à petite échelle et de la gestion de l'eau; 2.1.4 Fournir du petit cheptel à 100 ménages ruraux pour les deux régions ciblées **Résultat d'Activité 2.2.**	Union Nationale des Femmes Djiboutiennes	Clôtures, semences, réseaux d'irrigation Coût des consultants pour les formations: Coût du nouveau cheptel Matériaux et formation pour la vannerie:

		Diversification des moyens d'existence des ménages 2.2.1 Promouvoir des moyens de subsistance de remplacement, comme la vannerie chez 200 femmes; 2.2.3 Former les femmes sur la vannerie; 2.2.4 Organiser les femmes en groupes et les former pour l'accès aux ressources financières; **Résultat d'activité 2.3:** aide à l'éducation pour les orphelins déplacés par la sécheresse.		Fournitures, vêtements, subventions
Résultat 3: Capacité renforcée de l'UNFD à pouvoir répondre a la crise en cours et aux crises futures; *Indicateurs* *- Nombre du personnel de l'UNFD formé pour le recouvrement précoce et la réduction des risques de catastrophes naturelles;* *- Nombre de produits artisanaux fabriqués par les femmes rurales des régions ciblées;*		**Activité 3.1:** la formation du personnel de l'UNFD dans les interventions de recouvrement précoce (les dégâts et l'évaluation des pertes, l'identification des activités, la mise en œuvre de projets de Relèvement Précoce) avec un accent particulier sur les femmes et les enfants; **Activité 3.2:** exposition de produits artisanaux fabriqués par les femmes rurales ciblées du projet organisé par l'UNFD dans le marché principal (Djibouti);	Union Nationale des Femmes Djiboutiennes	Ateliers Coût de l'exposition Coût des consultant pour les formations

V. P LAN DE TRAVAIL ANNUEL

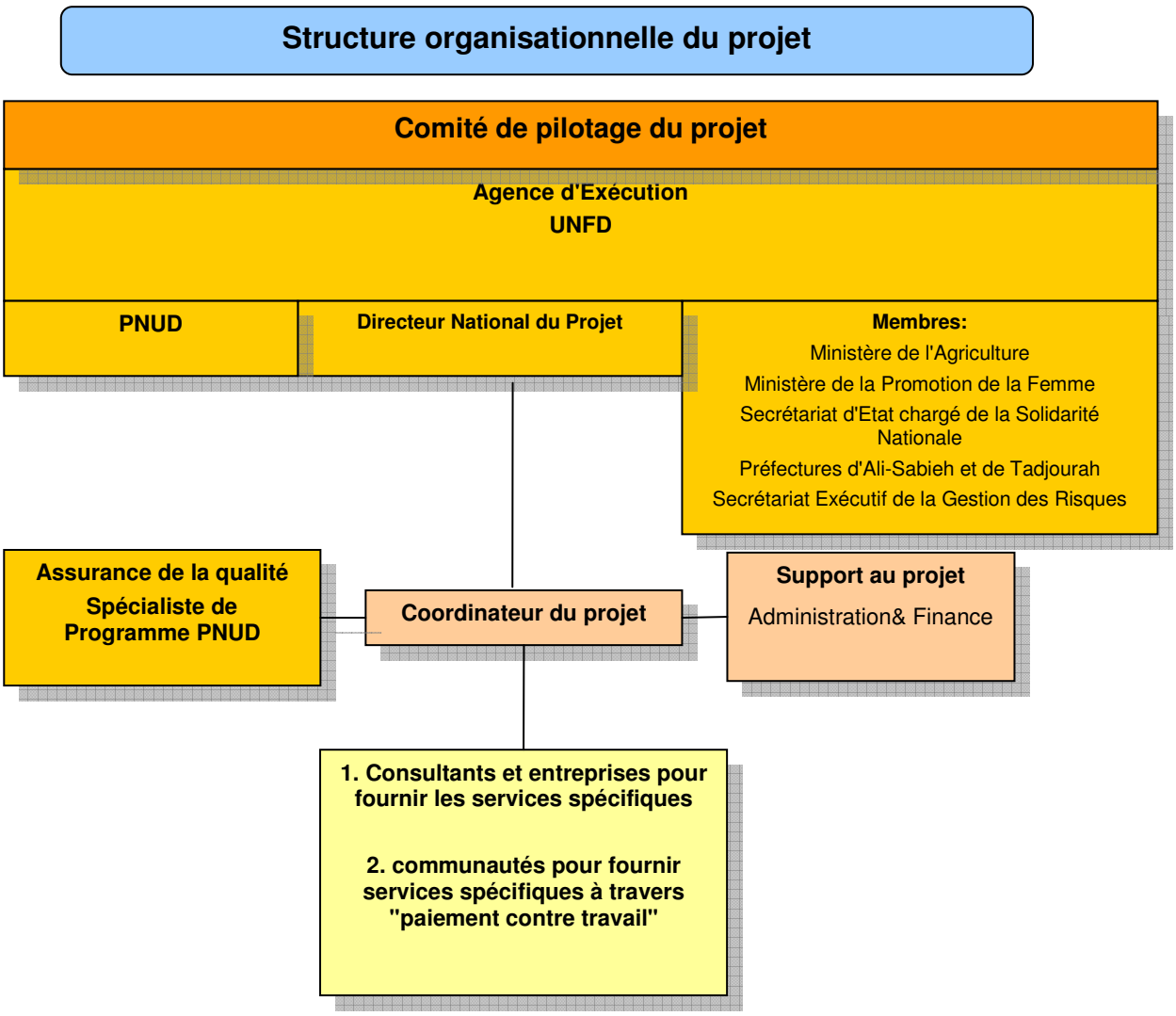
Année: 2012 (juillet-décembre)

RESULTATS ATTENDUS *Et base de référence, y compris les objectifs annuels*	ACTIVITES PLANIFIEES *Liste de résultats d'activités et actions associées*	CALENDRIER				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIE		
		Q1	Q2	Q3	Q4		Source de Financement	Budget Description	Montant
Résultat 1: Infrastructures de collecte d'eau développées et réhabilitées grâce au programme argent contre travail;	**Activité 1.1** Entreprendre des évaluations pour évaluer les dégâts et les pertes;					UNFD		Coût du Consultant	$ 5,000
	Activité 1.2. Formation de communautés;					UNFD		Consultant national	$ 5,000
Indicateurs: *- Nombre d'emplois d'urgence crées* *- Nombre d'infrastructure d'eau construites et réhabilitées* *- Nombre de formations dispenses aux femmes et hommes ruraux* - *Base de référence: à compléter lors de la première mission d'évaluation* *- Peu d'accès aux ressources en eau* *-Communautés sans emploi et touchées par la sècheresse*	**Activité 1.3.** Réhabilitation de puits de surface, construction de puits de surface et des réservoirs d'eau par les communautés grâce au programme argent contre travail.							Paie des communautés locales dans le programme argent contre travail (10 $ US/personne/jour pour 67 jours et pour 200 personnes) Matériels (pelle, pioche, brouette, ... etc.) Coût de transport de matériels	$ 236,000

Résultat 2: **Sécurité alimentaire améliorée, restauration des moyens de subsistance et des moyens de subsistance diversifiés dans les régions ciblées et aide à l'éducation pour les orphelins déplacés par la sécheresse;**	**Activité 2.1:** Jardins potagers à l'échelle des ménages et reconstitution du cheptel, formation des femmes à la petite agriculture.					UNFD		Clôtures, réseau d'irrigation, semences	$ 107,000
Indicateurs *- nombre de jardins potagers développés* *- nombre de ménages bénéficiant de la reconstitution du cheptel;* *- nombre de femmes bénéficiant de la promotion de la vannerie;* *- nombre de formations dispensées* *Base de référence (à compléter lors de la mission d'évaluation) :* *- nombre de jardins existants dans la zone;* *- nombre de femmes pratiquant la vannerie ou d'autres moyens de subsistance alternatifs dans la zone de projet;*	**Activité 2.2:** promotion de la vannerie et formation des femmes dans cette activité.					UNFD		Matières premières (fibres de palmiers Doum locaux), petits matériels Coûts des ateliers de formation	$ 35,000
	Activité 2.3: soutien à l'éducation pour les orphelins déplacés par la sécheresse.					UNFD		Achat de fournitures, vêtements et soutien direct pour les frais scolaires.	$ 50,000
Résultat 3: Capacité renforcée de l'UNFD de répondre à la crise en cours et aux crises futures et plaidoyer pour l'intégration des produits fabriqués par les femmes rurales sur le marché; *Indicateurs* *- nombre de cadres de l'UNFD formé sur l'évaluation des besoins post*	**Activité 3.1:** la formation du personnel de l'UNFD aux mesures de recouvrement rapide (dégâts et évaluation des pertes, identification des activités mise en œuvre de projets de relèvement précoce) avec un accent particulier sur les femmes et les enfants.					UNFD		Coût du Consultant Coût des pauses café	$ 5,000

catastrophe et en relèvement; *- nombre d'articles produits par les femmes rurales exposés*	**Activité 3.2:** exposition de produits artisanaux fabriqués par les femmes rurales ciblées du projet organisé par l'UNFD dans le marché principal (Djibouti).					UNFD			$ 5,000
Base de référence *- peu de cadre de l'UNFD formé sur ces aspects*									
Coût de gestion, y compris le chef de projet et divers									$ 19,000
Total Programmable									$ 467,000

VI. LES ARRANGEMENTS DE GESTION



Le Comité de Pilotage

Il sera établi pour superviser la mise en œuvre du projet. Il sera présidé par le Secrétaire Général de l'UNFD. Le comité de pilotage du projet sera responsable de la prise de décisions stratégiques par consensus quand l'orientation est requise par le Coordinateur National du Projet ou si le projet rencontre des difficultés.

Le Comité de pilotage comprendra un haut représentant de l'UNFD, le Directeur National du Projet, un représentant du Ministère de l'Agriculture, un représentant du Ministère de la Promotion de la Femme, un représentant du Secrétariat d'Etat chargé de la Solidarité Nationale, 1 Représentant du SEGRC, un Représentant de la Préfecture d'Ali-Sabieh et un représentant de la Préfecture de Tadjourah ainsi qu'un représentant du PNUD.

Le Comité de pilotage du projet devrait se réunir deux fois par an ou au besoin à la demande du CPN. Le Comité de pilotage du projet est consulté par le CPN pour les décisions budgétaires si les limites ont été dépassées.

L'Exécutif

Cette fonction sera exercée par l'Union Nationale des Femmes et la modalité d'exécution du projet est la modalité ONG.

Support au projet

Cette fonction sera assurée par l'UNFD en fournissant le personnel administratif et financier au projet. Pour l'expertise technique, l'UNFD pourra faire appel aux Ministères techniques.

En outre deux éléments importants, le suivi et la gestion sont assumés par les fonctions suivantes.

Assurance de la qualité du projet

La fonction de Garantie est la responsabilité de chaque membre du comité de pilotage. Cette fonction soutient le Comité de Pilotage du projet et exécute des fonctions objectives et indépendantes de contrôle et de suivi. Pendant le processus de gestion d'un projet, cette fonction assure la gestion et l'achèvement des étapes importantes. Le PNUD nomme une personne pour effectuer ce suivi obligatoire.

Directeur du projet

Cette fonction sera assumée par un responsable de la gestion journalière du projet et des décisions pour le projet. Il sera nommé par l'UNFD. Sa principale fonction est d'assurer que les résultats spécifiés dans le document du projet sont atteints selon les standards et les qualités exigés et dans les délais.

Conformément aux directives régissant la modalité d'exécution ONG, le projet fera l'objet chaque d'un audit qui couvrira tous les aspects liés à la gestion, la mise en œuvre et au suivi du projet. L'audit portera entre autres sur la revue des plans de travail, des rapports d'état d'avancement, les recrutements et les achats et la gestion des équipements, les déboursements… les Termes de référence spécifiques seront développés en temps opportun.

Le coût des services d'appui, calculé sur la base du tarif universel du PNUD pour le recouvrement des coûts sera imputé sur les lignes budgétaires concernées. En relation avec le projet, les coûts effectifs de communications, de bureautique et des missions de suivi du PNUD seront imputés directement par le PNUD sur les lignes budgétaires prévues à cet effet.

Le produit attendu du projet est :

- Les capacités de résilience des communautés rurales sont renforcées par la diversification des moyens de subsistance et la mobilisation des eaux de surface.

Apports de l'UNFD

L'UNFD mobilisera le personnel et les moyens nécessaires à la réussite des objectifs du projet. L'UNFD désignera, le/la Directeur/Directrice National (e) du projet ayant l'autorité nécessaire

pour impulser, coordonner, mettre en œuvre et suivre les activités pour prendre et faire prendre à temps les décisions requises pour le bon déroulement du projet. Il fournira également des locaux adéquats et équipés qui seront nécessaires pour assurer le bon déroulement du projet.

Apports du PNUD

L'assistance du PNUD au projet comprendra les modalités d'assistance notamment des appuis-conseils et techniques.

Le Coordinateur National du Projet

Le coordinateur National de projet national est chargé de fournir au jour le jour une assistance technique au partenaire chargé de l'exécution avec une expertise politique / technique et managériale de haut niveau. Le CNP veillera à ce que l'UNFD coordonne efficacement la mise en œuvre du projet. Le CNP aidera l'UNFD dans la préparation du rapport annuel, la planification des plans de travail et la gestion quotidienne des activités pour s'assurer que les objectifs sont atteints dans les délais. Le CNP aidera également l'UNFD dans le recrutement de compétences techniques appropriées et de compiler les rapports de l'UNFD sur l'état d'avancement pour les rapports préliminaires trimestriels, les rapports annuels et les rapports finaux. L'UNFD va recruter un CNP sur la base d'un processus compétitif.

VII. CADRE DE SUIVI ET EVALUATION

En accord avec les politiques et les procédures de programmation décrites dans le Manuel d'utilisateur du PNUD, la surveillance du projet sera mise en œuvre selon les étapes suivantes :

Au sein du cycle annuel

- Une évaluation trimestrielle de la qualité permettra d'enregistrer les avancées en matière de réalisation des résultats clés, sur la base des critères de qualité et des méthodes répertoriés dans le tableau Gestion de la qualité ci-dessous.
- Un journal des questions sera activé dans le système Atlas et tenu à jour par le Gestionnaire du projet pour faciliter le suivi et la résolution de problèmes potentiels ou de requêtes de modification.
- Selon l'analyse des risques initiaux soumis (voir annexe 1), un journal des risques devra être activé sous Atlas et régulièrement mis à jour par l'examen de l'environnement externe susceptible d'affecter la mise en œuvre du projet.
- Sur la base des informations ci-dessus enregistrées dans le système Atlas, un Rapport sur l'état d'avancement des projets sera soumis par le Gestionnaire de projet au Comité de projet via la Garantie de qualité de projet, à l'aide d'un format de rapport standard.
- Un journal des leçons apprises du projet sera activé et régulièrement mis à jour pour assurer l'apprentissage et l'adaptation au sein de l'organisation, et pour faciliter la préparation d'un Rapport sur les leçons apprises en fin de projet.
- Un Plan de planification de la surveillance devra être activé sous Atlas et tenu à jour afin d'assurer le suivi des actions/événements de gestion clé.

Annuellement

- **Rapport trimestriel.** Un rapport trimestriel sera élaboré par la direction du projet
- **Rapport d'examen annuel.** Un Rapport d'examen annuel doit être préparé par le Gestionnaire de projet et soumis à la connaissance du Comité de projet. Le rapport

d’examen annuel prendra, au minimum, la forme d’un QPR standard sous Atlas couvrant l’année entière avec des informations mises à jour pour chacun des éléments de l’Examen de la performance trimestrielle (QPR) ainsi qu’un résumé des résultats réalisés par rapport aux cibles annuelles prédéfinies au niveau des produits.

VIII. GESTION DE LA QUALITE POUR L'ATTEINTE DES RESULTATS

Résultat 1: Infrastructures de collecte d'eau développées et réhabilitées grâce au programme argent contre travail		
Activité **(ID de l'Activité de l'Atlas)**	**Résultat 1.** Les dégâts et pertes dus à la sècheresse sont évalués dans les communautés ciblées; **Résultat 2.** Les communautés sont équipées et bien formées pour la réparation et la construction des infrastructures d'eau; **Résultat 3.** Les communautés recouvrent immédiatement de la sécheresse en cours et sont plus résistantes pour les futures sécheresses;	Date de lancement: 1er juillet 2012 Date de clôture: 31 décembre 2012.
Objectif	Fournir immédiatement des emplois temporaires pour les communautés rurales et renforcer la résistance durable en même temps;	
Description	Des experts en évaluation de dégâts et pertes seront embauchés; Les matériaux de construction et les équipements seront fournis aux communautés; Une formation sera dispensée aux communautés; Les infrastructures d'eau seront construites par les communautés;	

Critères de Qualité *Comment/avec quels indicateurs sera mesurée la qualité des résultats de l'activité?*	**Méthode de Qualité** *Moyens de vérification. Quelle méthode sera utilisée pour déterminer si les critères sont satisfaits?*	**Date d'évaluation** Quand sera effectuée l'évaluation de la qualité?
TDR des experts, Quantité et qualité de matériels fournis aux communautés Nombre et qualités des infrastructures d'eau construites par les communautés; Nombre et contenus des formations dispensées aux communautés;	Rapports de recrutement des experts Rapports de visite de terrain Programme de formation	*Q3 2012* *Q4 2012*

Résultat 2: Sécurité alimentaire améliorée, restauration des moyens de subsistance et moyens de subsistance diversifiés dans les régions ciblées		
Activité **(Atlas Activité ID)**	**Résultat 1.** Les moyens de subsistance des communautés rurales sont rétablis; **Résultat 2.** Les moyens de subsistance des communautés rurales sont plus diversifiés;	Date de lancement: 1er juillet 2012 Date de clôture: 31 décembre 2012
Objectif	Restaurer les moyens de subsistance touchés par la sécheresse, offrir d'autres types d'alternatives de gagner sa vie aux communautés.	
Description	*Développer des jardins potagers* *Reconstitution du cheptel* *Développer une activité économique alternative pour les femmes* *Formation sur de nouveaux types d'activités économiques*	

Critères de Qualité	**Méthode de Qualité**	**Date d'évaluation**

Comment/avec quels indicateurs sera mesurée la qualité des résultats de l'activité?	*Moyens de vérification. Quelle méthode sera utilisée pour déterminer si les critères de qualité ont été satisfaits?*	Quand sera effectuée l'évaluation de la qualité?
Nombre de jardins potagers développés; Nombre de cheptel distribue; Nombre de femmes bénéficiant de la promotion des activités de la vannerie; Programme/TDR des formations;	Rapport de visites du site Rapports des formations	*Q3 2012* *Q4 2012*

Résultat 3: Capacité renforcée de l'UNFD à répondre à la crise en cours et aux crises futures;		
Résultat d'activité 1 **(ID de l'Activité de l'Atlas)**	**Résultat 1. L'**UNFD a la capacité de participer à des interventions de recouvrement précoce pour la sécheresse et d'autres catastrophes futures; **Résultat 2.** L'UNFD plaide pour le marché axé sur les femmes rurales pauvres;	Date de lancement: 1 juillet 2012 Date de clôture 31 décembre 2012
Objectif	Former le personnel et la direction de l'UNFD dans les interventions de recouvrement précoce, la réduction des risques de catastrophes, le financement pour les femmes rurales pauvres et l'accès des pauvres au marché	
Description	*Recrutement des experts en réduction des risques et en relèvement, formation de l'UNFD sur le recouvrement précoce* *Plaidoyer de l'UNFD sur l'organisation d'un événement d'exposition des produits artisanaux*	

Critères de Qualité *Comment/avec quels indicateurs sera mesurée la qualité des résultats de l'activité?*	**Méthode de Qualité** *Moyens de vérification. Quelle méthode sera utilisée pour déterminer si les critères de qualité ont été satisfaits?*	**Date d'évaluation** Quand sera effectuée l'évaluation de la qualité?
TDR des experts Programme/TDR des formations Nombre de produits fabriques par les femmes rurales	Rapports de formation Evaluation des formations Rapport de visites du site	*Q3 2012* *Q4 2012*

IX. CADRE JURIDIQUE

Ce document ainsi que le Plan d'Action pour la mise en œuvre du programme de pays (CPAP), signé par le gouvernement et le PNUD et incorporé par référence, constituent le descriptif de projet mentionné dans l'Accord de base type en matière d'assistance (SBAA) [ou tout autre accord approprié applicable]. L'ensemble des dispositions relatives au CPAP s'appliquent à ce document.

Conformément à l'Article II de l'Accord de base type en matière d'assistance, la responsabilité de la sureté et de la sécurité du partenaire d'exécution, de son personnel et de ses propriétés ainsi que des propriétés du PNUD confiés à la garde du partenaire d'exécution incombe à ce dernier.

Le partenaire d'exécution devra:

a) mettre en place et gérer un plan de sécurité approprié prenant en compte la situation, au niveau de la sécurité, du pays dans lequel le projet est mené;

b) prendre en charge les risques et les engagements liés à la sécurité du partenaire d'exécution, ainsi que la mise en œuvre complète du plan de sécurité.

Le PNUD se réserve le droit de vérifier si un tel plan a été effectivement mis en œuvre et de suggérer, si nécessaire, des modifications au plan établi. La non-conformité aux exigences de mise en œuvre et de gestion d'un plan de sécurité approprié tel que requis aux termes des présentes constitue une rupture au présent accord.

Le partenaire d'exécution convient d'entreprendre tous les efforts raisonnables pour garantir qu'aucun fonds reçu du PNUD au titre du Descriptif de projet ne soit utilisé pour fournir un appui à des individus ou des entités associés au terrorisme, et que les bénéficiaires de fonds alloués par le PNUD au terme des présentes ne figurent pas dans la liste établie par le Comité du Conseil de sécurité crée par la résolution 1267 (1999). Cette liste est consultable sur le site Web à l'adresse suivante:

http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm

Cette disposition doit etre incluse dans tous les sous-contrats ou sous-conventions entrant dans le cadre du présent descriptif de projet.

X. BUDGET DU PROJET

Article/Activité	Unité	Taux Unité	Total Coût (US $)	Ali-Sabieh	Tadjourah
Résultat 1. Frais de gestion de projet de l'UNFD					
1.1 Coordinateur de Projet	6 mois	1,500	9,000		
1.1. Dépenses opérationnelles (carburant, locations de véhicules)	6 mois		10,000		
SOUS-TOTAL			**19,000**		
Résultat 2: infrastructures de collecte d'eau développées et réhabilitées grâce au programme argent contre travail.					
2.1 Entreprendre des estimations pour évaluer les dégâts et pertes	Mois (consultation nationale)	2500	5,000 (deux mois consultation nationale)		
2.2 Formation des communautés dans la construction de puits et la gestion de l'eau	Mois (consultation nationale)	National consultant (2 mois)	5,000 (deux mois consultation nationale)		
2.3 Réhabilitation et construction de puits de surface, et excavation des réservoirs d'eau par les communautés	Nb de puits et de réservoirs d'eau Nb d'ouvriers ruraux (200) Nb de jours (50 jours)	5000 $/Nouveaux puits de surface 10 $/ouvrier/jour	Argent contre travail: 130,000 Maériels puits (ciment, matériels) : 80,000 Consultant: 10,000 Transport des matériels vers les sites (cout en gros pour les 2 régions): 11,000	Argent contre travail: 65,000 Matériels puits: 40,000	Argent contre travail: 65,000 Matériels puits: 40,000
SUB-TOTAL			**236,000**		
Résultat 3. Sécurité alimentaire améliorée, restauration des moyens de subsistance et moyens de subsistance diversifiés dans les régions ciblées					
3.1. Jardins potagers a l'échelle des ménages, reconstitution du cheptel, formation des femmes sur la petite agriculture	Nb de jardins potagers (20) Nb de chèvres (560) Somme forfaitaire pour la formation	2800 $/jardins potagers 82$/chèvres 5,000	Jardins potagers : 56,000 Fourniture de chèvres: 46,000 Formation: 5000	Jardins potagers: 28,000 Fourniture de chèvres: 23,000	Jardins potagers: 28,000 Fourniture de chèvres: 23,000
3.2. Promotion de la vannerie et formation des femmes sur cette pratique	Somme forfaitaire comprenant l'achat des matières premières, la		Matériels: 35,000 5,000	Matériels: 17,500	Matériels: 17,500

	formation et le suivi				
3.3 Orphelins des ménages déplacés par la sécheresse pris en charge pour le recouvrement éducatif			50,000		
SOUS-TOTAL			**202,000**		
Résultat 4. La capacité de l'UNFD est renforcée					
4.1. formation du personnel de l' UNFD aux mesures de recouvrement précoce (dégâts et évaluation des pertes, identification des activités, mise en œuvre des projets Relèvement) avec un accent particulier sur les femmes et les enfants	mois	2 mois (coût du consultant national)	5,000		
4.2. Exposition de produits artisanaux fabriqués par les femmes ciblées	Somme forfaitaire comprenant le coût du media, la préparation du stand. Le lieu de l'exposition sera dans le bâtiment de l'UNFD	5,000	5,000		
SOUS-TOTAL			**10,000**		
Total des coûts directs			**467,000**		
Les coûts indirects (7% GMS)		33,000	33,000		
Total des coûts admissibles			**500,000 USD**		

XI. ANNEXES

A. ANALSYSE DES RISQUES

L'analyse des risques doit être examinée par le CNP et approuvée par le Comité de Pilotage du projet au plus tard lors de la première réunion.

Titre du Projet: Développer les capacités nationales de gestion des risques de catastrophes à Djibouti	**Atlas Award ID:**	**Date: Juillet** 2012

	Description	**Date Identifiée**	**Type**	**Impact et probabilité** sur une échelle de 1 (faible) à 5 (élevé), l'impact sur une échelle de 1 (faible) à 5 (élevé**)**	**Réponses/contre-mesures potentielles** *Quelles actions ont été prises/vont être prises pour contrer ce risque*	**Propriétaire du risque**	**Soumis par**	**Last update** Quand risque a été vérifié pour la dernière fois le statut du risque?	**Statut**
1	Faible capacité d'exécution de l'UNFD	Juillet 2012	Institutionnel	L'UNFD a une bonne capacité d'exécution. Le PNUD Djibouti a travaillé dans le passé avec l'UNFD qui a démontré une capacité d'exécution P = 2 I = 3	Le PNUD s'appuiera sur le partenariat existant avec l'UNFD pour réduire ce type de risque	PNUD + partenaires	PNUD		
2	Manque	Juillet	Social	Les	Le PNUD veillera	PNUD +	PNUD		

	d'intérêt des communautés rurales	2012		communautés ont perdu des biens considérables et les moyens de subsistance et sont prêtes à participer à tout projet qui permettra d'améliorer leurs conditions de vie P =3 I = 4	à ce que l'UNFD adopte une approche axée sur les communautés pour assurer la pleine participation des communautés dans le projet.	partenaires			
3	Problèmes avec la distribution de cash	Juillet 2012	social	P=5 I=4	L'UNFD s'assurera en collaboration avec les autorités chargées de la sécurité que la distribution de la paie se passe dans mes meilleures conditions de sécurité	UNFD	PNUD		
4	Durée limitée pour l'exécution du projet	Aout 2012	Opérationnel	P=5 I=4	L'UNFD s'assurera d'accélérer l'exécution du projet	UNFD			